

**POUR UNE SORTIE DE CRISE AU TOGO : P.3**



**Le Dialogue est incontournable**

**TROISIÈME ÉDITION DE LA FÊTE TRADITIONNELLE SIKARING DANS LA PRÉFECTURE DE LA BINAH :**

**Les natifs du milieu ont célébré dans la paix, la tolérance et le vivre-ensemble**



Remise de prix lors du concours de griots P.7

# Le DIALOGUE

Hebdomadaire Togolais d'information, d'analyse et de publicité

N°076 du 06 Décembre 2017

Récépissé n°0477/04/02/14/HAAC

Prix : 250FCFA

**LE CHEF DE L'ETAT DANS LA PRÉFECTURE DE L'EST-MONO :**



**Faure Gnassingbé pose la 1ere pierre pour la construction de l'institut de formation agro-développement**

pp.5&6

Pose de la première pierre pour la construction de l'IFAD dans l'Est-Mono.

**RENFORCEMENT DE CAPACITÉ SUR LA MISE EN ŒUVRE DU TRAFIC SUR LE COMMERCE DES ARMES :**

**DES ACTEURS OUTILLÉS POUR RELEVER LES DÉFIS DE L'HEURE**



P.6

**REVENDEICATIONS DES ENSEIGNANTS : Le gouvernement rencontre les syndicats aujourd'hui**

P.4

**TOGO/CRISE POLITIQUE ET APPEL AU DIALOGUE :**

**Jean-Pierre Fabre et l'ANC apparemment non partants**



Jean-Pierre Fabre, chef de file de l'opposition

**Bien comprendre l'attitude du chef de file de l'opposition**

P.3

# Baisse de la TVA

sur les produits de première nécessité

~~18%~~



10%

## PRODUITS ET SERVICES

Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminaux mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable

Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes

## NOUVEAUX TAUX DE LA TVA

0%

10%



FEDERER POUR BATIR  
www.otr.tg

**SAMEDI 09 DÉCEMBRE 2017**

07h :  
Match de Football

Médias FC  
Vs  
Forces Armées  
Togolaises ( FAT)

19h30:  
Dîner de gala au Grand Rex  
de Lomé (sur Invitation).



**JOURNÉES  
PORTES OUVERTES**  
de la Presse Togolaise  
IV<sup>ème</sup> édition

Siège : Maison de la Presse, Tokoïn Trésor

BP : 81213-Lomé-Togo  
Tél : (00228) 22 35 77 66  
90 11 05 06 / 90 15 87 53

Email : conapptogo@gmail.com

📍 Agora Senghor



A compter du  
**30 Novembre**  
vos transactions  
**T Money** vous  
rapporte des  
**points!**

COMPOSEZ  
**\*145#**  
ET FAITES VOS  
TRANSACTIONS



**TOGO/CRISE POLITIQUE ET APPEL AU DIALOGUE :**

**Fabre et l'ANC apparemment non partants**

**Bien comprendre l'attitude du chef de file de l'opposition**

*La crise togolaise est réelle et bien profonde. Nul ne peut le contester aujourd'hui. Même le chef de l'Etat en est conscient. Il l'a d'ailleurs dit ouvertement dans les messages qu'il a eus à adresser à des occasions qui lui ont été présentées.*

Pour une sortie de crise, toutes les parties ne cessent de démontrer aux yeux du monde que la voie du dialogue est incontournable dans la situation qui se présente actuellement. Presque tous les partis de l'opposition se disent prêts à s'asseoir autour d'une table de négociation avec le pouvoir. Le gouvernement va plus loin en prenant des mesures d'apaisement favorables à l'ouverture du dialogue annoncé depuis plusieurs semaines déjà.

Mais après analyse de la situation, il se lit une certaine hésitation du chef de file de l'opposition à accepter le dialogue depuis le début de cette crise. La succession des événements et les différentes déclarations faites par Jean-Pierre Fabre prouvent à suffisance que c'est du bout des lèvres que ce dernier se dit à peine prêt pour discuter avec le pouvoir en place.

Il suffit de faire le fil back sur les déclarations du Président de l'Alliance Nationale pour le Changement et ses comportements depuis le 06 septembre jusqu'aujourd'hui pour s'en rendre compte.

En effet, dans sa déclaration du 06 septembre au point de chute de la marche de l'opposition, parlant du projet de loi du gouvernement envoyé à l'assemblée nationale pour les réformes, Jean-Pierre Fabre disait : " C'est trop tard. Il n'est plus question de dialoguer. Le seul dialogue à faire aujourd'hui, c'est de discuter du départ de Faure Gnassingbé... " Toujours dans sa logique de rejeter toute idée de dialogue, le premier responsable de l'ANC a déclaré à maintes reprises que Faure doit partir ici et maintenant alors que ses amis de la coalition parlent du retour à la constitution de 1992, du vote de la diaspora et de la révision du cadre électoral.

D'après nos enquêtes, il aurait fallu des débats houleux au sein de la coalition pour amener Fabre à renoncer à ce discours qui n'est pas en faveur de la feuille de la route du grou-



Jean-Pierre Fabre, chef de file de l'opposition

pe. Le chef de file de l'opposition change malgré lui son slogan en disant désormais : " Le retour à la constitution de 1992 et les conséquences qui en découlent ", comprendre toujours par là "le départ du Président Faure Gnassingbé".

Plus tard, au moment où la communauté internationale, en l'occurrence, la France et les Etats-Unis appellent à une ouverture rapide du dialogue sans préalables, nous constatons que c'est le patron de l'ANC qui, comme à son habitude, pose la question des préalables dont la libération des détenus, la levée de siège sur les villes de Sokodé, Bafilo et Mango et un ordre du jour bien précis sur les points à discuter autour de la table de négociation...

Le gouvernement libère par la suite une quarantaine de détenus et les motos saisies, lève le contrôle judiciaire qui pesait sur Jean-Pierre Fabre dans l'affaire des incendies du grand marché

de Lomé et annonce l'ouverture d'un dialogue entre pouvoir et opposition.

Tout récemment, le gouvernement a encore décidé de lever l'état de siège sur la ville de Sokodé. A tout ceci s'ajoutent les tractations des pays frères comme le Ghana et la Guinée et même la France pour rapprocher les points de vue avant le début du dialogue proprement dit. Mais la branche extrémiste de la coalition dont l'ANC exige toujours beaucoup plus de préalables avant d'entrer en discussion avec le parti au pouvoir malgré toutes les avancées constatées : la libération de tous les détenus, la levée de siège sur les autres villes (Bafilo et Mango).

Nous apprenons aux dernières nouvelles qu'en dehors des préalables cités plus haut, M. Jean-Pierre Fabre sentant l'ouverture du dialogue imminent venir, pose une nouvelle condition : il exige à présent qu'il soit

complètement blanchi dans cette affaire d'incendie de grands marchés avant l'ouverture des discussions. La simple levée du contrôle judiciaire ne lui suffit plus. D'après le chef de file de l'opposition, il n'est pas question pour lui de participer au dialogue entant qu'inculpé. Ceci amène le commun des mortels à s'interroger davantage sur l'intention réelle de l'ANC et de son patron quand on sait que l'affaire des incendies n'a rien à voir avec les manifestations en cours dans le pays.

Enfin, la dernière déclaration de Jean-Pierre Fabre qui suscite beaucoup plus d'inquiétude est celle faite sur les ondes de RFI le dimanche dernier à propos des incidents survenus après la marche du samedi. Interrogé par RFI, il disait en substance que si les manifestants de l'opposition continuent de subir des répressions de la part des agents de sécurité, alors les partis regroupés dans la coalition vont tout arrêter par rapport aux tractations en vue pour l'ouverture prochaine du dialogue. Et là, on finit par comprendre aisément que Jean-Pierre Fabre multiplie des prétextes pour que le dialogue n'ait pas lieu. Mais pour quelle raison ?

**Comprendre l'attitude de Jean-Pierre Fabre**

Tous ces faits et actes du chef de file de l'opposition relevés ici viennent démontrer que le diable ne se trouve pas toujours du seul côté où l'on l'imagine. C'est

le lieu de se demander si en réalité, le patron de l'ANC est disposé à négocier pour les réformes et la fin de la crise togolaise.

Cette question mérite d'être posée lorsqu'on se souvient que c'est le même Fabre qui s'était opposé aux réformes en 2014 parce que, selon lui, si ces réformes devaient limiter le nombre de mandats présidentiel et permettre à Faure d'être candidat en 2015, cela ne valait pas la peine. Et voilà où nous en sommes aujourd'hui. Et dans cette crise, tout porte à croire que c'est au même jeu que joue le premier responsable de l'ANC.

A vouloir fouiller à fond, on se rend compte que l'ANC dans un premier temps se plaît à garder son statut de premier parti de l'opposition qui lui profiterait certainement pour des raisons non connues de l'opinion publique.

Ensuite, l'autre vrai problème de Jean-Pierre Fabre d'après les indiscretions c'est de faire en sorte que le dialogue n'ait pas lieu pour allumer constamment la flamme de la contestation jusqu'aux prochaines échéances électorales, ce qui lui permettrait, non seulement de retrouver sa popularité en chute depuis sa dernière défaite électorale, mais aussi de prouver aux yeux de tous que ce n'est pas seule l'ANC qui organise des manifestations de rue infructueuses.

La Rédaction

**POUR UNE SORTIE DE CRISE AU TOGO :**

**Le Dialogue est incontournable**

*La crise que traverse le Togo est arrivée au summum avec des manifestations de rues qui ne faiblissent pas depuis plus de trois mois. Face à cette situation, des propositions de sortie de crise ont été faites par la communauté internationale avec des chefs d'Etat de la sous-région qui s'investissent inlassablement pour une approche de solution. Le gouvernement avait déjà pris des mesures d'apaisement susceptibles de baliser la voie à la décrispation de la crise. Au nombre de ces mesures figurent en bonne place l'ouverture d'un dialogue entre les acteurs politiques.*

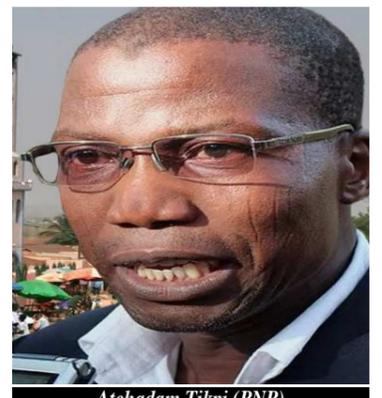
Dans la recherche de solution, le président Guinéen Alpha Condé avait reçu à Paris une délégation de l'opposition qui manifeste dans les rues. C'est dans une atmosphère de sérénité qu'ils ont convenu ensemble de la nécessité de créer un climat favorable pour la tenue d'un dialogue inclusif et sincère.

Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé lors d'une visite à Abidjan en tant que président en exercice de la CEDEAO avait déjà exprimé sa volonté de voir les protagonistes se retrouver autour d'une table de négociation.

En filigrane, tous les acteurs conviennent qu'à situation exceptionnelle solution excep-



Atcholé Aklessou (UNIR)



Atchadam Tikpi (PNP)

tionnelle. En somme le dialogue constitue la seule voie pour que le Togo ne bascule pas dans l'enlèvement.

L'histoire nous enseigne que les protagonistes des grandes guerres qui ont secoué le monde, ont fini par se retro-

uver autour d'une table. Mais le dialogue tant souhaité au Togo, risque de subir un coup dur si les acteurs politiques ne mettent pas au-dessus de tout, l'intérêt de toute la nation.

Aujourd'hui, nous sommes

Suite à la page 6

# PROCESSUS DE RÉCONCILIATION : Le HCRRUN rend public la liste des premières victimes à indemniser

Dès son premier mandat à la magistrature suprême, Faure Gnassingbé a exprimé une volonté manifeste en mettant en place la Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR) pour faire l'état sur les événements à caractère politique qui ont secoué le Togo de 1958 à 2005.

Conscient du fait qu'aucun pays ne peut se développer sans la réconciliation entre les citoyens, Faure Gnassingbé en recevant le rapport de cette commission a décidé qu'une autre institution soit créée pour parachever l'œuvre de la CVJR.

Ainsi, aux termes de sa mission, la CVJR avait recommandé l'indemnisation des victimes dans les 68 recommandations soumises à Faure Gnassingbé. Le chef de l'Etat a donc créé le Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) chargé de poursuivre l'œuvre de la CVJR avec pour mission essentielle de pouvoir verser les compensations et indemniser les victimes et jeter



Mme Awa Nana Daboya, présidente du HCRRUN

les bases réelles d'une réconciliation nationale.

En début du mois de novembre dernier, le HCRRUN avait tenu une réunion à Lomé avec les représentants des institutions, les différents départements ministériels, le Comité de Gestion du Fond spécial d'indemnisation, l'ONG Aimes Afrique et les différents acteurs impliqués dans ce processus.

Au cours de cette rencontre, Mme Awa Nana, présidente de cette institution avait annoncé

que la phase des indemnisations débutera à partir de décembre.

Pour la concrétisation de ces indemnisations, la semaine dernière, le HCRRUN a rendu public, comme prévu dans son chronogramme, la liste des premières victimes à indemniser dans le cadre de ce programme de réparations.

Pour cette première phase, elles sont au nombre de 137 identifiées comme victimes vulnérables, telles que recensées par la Commission Vérité Justice et

Réconciliation (CVJR).

Cette liste est affichée au siège du HCRRUN à Lomé et dans les chefs-lieux de région. Le HCRRUN informe en outre que des dispositions ont été prises avec les autorités administratives, traditionnelles, religieuses et locales en vue du convoiement de ces victimes à Lomé, pour leur prise en charge psychomédicale, ainsi que de leur indemnisation.

Afin de se faire identifier, ces victimes devront se munir d'un passeport, d'une carte d'identité

nationale, d'une carte d'électeur, d'un permis de conduire ou de tout autre document portant une photo d'identité.

Pour cette phase de réparation, le gouvernement a doté le HCRRUN d'une enveloppe de 2 milliard de FCFA.

Il faut souligner que, sur la période de 1958 à 2005, 22 000 victimes ont été recensées par la CVJR. Avec cette phase de réparation, les bases d'une véritable réconciliation sont réellement posées.

Junior

## REVENDEICATIONS DES ENSEIGNANTS : Le gouvernement rencontre les syndicats aujourd'hui

Les grèves dans le système éducatif se répètent au fil des jours. Depuis la rentrée scolaire, un mur d'incompréhension semble toujours s'installer entre organisations syndicales et autorité. Au centre des revendications, on retient la réclamation de la copie du statut particulier remise au Premier ministre, l'ouverture des discussions en vue d'arrêter d'un commun accord le taux et les montants de la prime unique à accorder aux enseignants, l'ouverture d'un concours de recrutement à l'intention des enseignants volontaires et bien d'autres points liés à l'amélioration des conditions de vie et de travail des enseignants du confessionnel.



Atsu Atcha, Coord. de la CSET

répétés.

C'est juste pour tenter de répondre à cette question que la rédaction du journal a pu recueillir des informations auprès des premiers responsables d'une organisation syndicale signataire du mot d'ordre de grève en cours. De ces informations, il ressort que le gouvernement a joint par téléphone la semaine dernière les fédérations syndicales de l'éducation pour une rencontre qui doit se tenir dans la journée d'aujourd'hui au cabinet du ministre des enseignements primaire et secondaire et de la formation professionnelle. Pour l'heure, aucune précision n'est donnée sur l'ordre du jour, on indique tout simplement qu'il s'agit d'une séance de travail entre le gouvernement et les syndicats.

Tous les regards sont ainsi tournés vers cette rencontre d'où on espère des propositions concrètes pour une sortie de crise qui ne fait que trop durer.

Le Dialogue

## PROCHAINES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES : La CENI et la HAAC s'activent déjà pour une collaboration parfaite

La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), deux institutions intervenants dans la conduite des processus électoraux au Togo s'organisent déjà pour les futures échéances. En effet, le 04 décembre dernier les membres de ces deux institutions se sont rencontrés au siège de la CENI.

L'objectif de cette rencontre institutionnelle prévue par le Code Électoral qui fixe dans plusieurs de ses dispositions, les rapports, notamment de collaboration étroite entre la HAAC et la CENI, dans l'exercice de leurs missions et prérogatives, est de jeter les bases d'une synergie entre les deux institutions en vue d'une meilleure implication et responsabilisation des médias pour une réussite des prochaines consultations électorales.

Un cadre de travail composé de membres de la HAAC et de la CENI, a ainsi été mis en place en prévision des conflits de compétences pouvant surgir entre les deux, de même que leurs voies de résolution.

Souhaitant la bienvenue au vice-président de la HAAC et à



Photo de famille à l'issue de la rencontre

sa suite, pour le président de la CENI, le Professeur Kodjona KADANGA, cette rencontre prouve à suffisance la détermination des deux institutions en faveur d'une collaboration plus poussée dans le cadre des processus électoraux, conformément à leurs mandats respectifs.

Il n'a pas manqué également de saluer le rôle joué par la HAAC dans les consultations électorales antérieures, en termes de répartition du temps d'antenne entre les partis politiques, regroupements de partis et les candidats indépendants ; de monitoring des médias au cours de la campagne électorale et de formation, des journalistes en

l'occurrence.

Quant à lui, M. Octave OLYMPIO, vice-président de la HAAC, félicitant les membres de la CENI pour leur récente nomination, a rappelé la mission de cette institution en période électorale, celui de veiller à l'accès équitable des partis politiques et des associations aux moyens officiels d'information et de communication dans le respect du pluralisme et d'équilibre de l'information en temps d'élection.

Vivement que cette collaboration se poursuivent pour une bonne organisation des élections à venir.

La Rédaction

Le Conseil National de Dialogue Social (CNDS) a tenté par deux fois de suite d'effectuer une séance de travail avec le gouvernement et les fédérations de l'éducation en vue d'une sortie de crise. Mais pour l'heure, aucune solution n'est encore trouvée pour satisfaire les enseignants. Ceux-ci sont d'ailleurs rentrés dans une nouvelle grève de quatre jours à compter d'hier mardi pour finir le vendredi prochain. Et la question que se posent tous les parents d'élèves est de savoir jusqu'à quand va-t-on continuer de prendre l'école togolaise en otage à cause des mouvements de revendications enseignantes

**Le DIALOGUE**  
Hebdomadaire Togolais d'information, d'analyse et de publicité

**Directrice de la Publication :** Talata SIBABI Tél : 92 70 73 36

<p><b>Rédacteur en chef :</b> POULI Pierre (91 96 04 53)</p> <p><b>Rédaction :</b> Kadi, POULI Pierre, Appolinaire, Junior AGBÉ</p>	<p><b>Imprimerie :</b> IMPRIMERIE RAD GRAPHIC Sarl U.</p> <p><b>Tirage :</b> 1.500 exemplaires</p>
---	--

COUP D'ENVOI DU PROJET CIZO À AWAGOMÉ DANS LA PRÉFECTURE DE L'OGOU :

# Faure Gnassingbé égrène son mandat social

Dans le cadre de son mandat social, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé mène des actions concrètes sur le terrain avec le lancement des projets socioéconomiques de base au bénéfice des populations les plus déshéritées du pays.

Que ce soient à Akapré dans la préfecture de l'Ogou, à Assoukoko dans la préfecture de Blitta et à Kpalimé dans la préfecture de Kloto, le président Faure Gnassingbé s'est illustré positivement avec le lancement des projets destinés à diminuer les peines de ces populations. Très attaché au développement du Togo, le chef de l'Etat était samedi dernier à Awagomé dans la préfecture de l'Ogou où il a procédé au coup d'envoi du projet "CIZO" destiné à l'électrification rurale par kits solaires individuels.

A Awagomé, le chef de l'Etat a été accueilli par une foule en liesse venue lui témoigner son soutien pour sa politique de développement. Pour ce projet, le gouvernement a signé avec la société



Le projet CIZO opérationnel



Faure Gnassingbé plus proche des populations à la base

britannique BBoxx, un accord de partenariat pour la fourniture de 300.000 systèmes solaires domestiques. Les populations de cette localité qui ont bénéficié de ce projet "CIZO" pourront ainsi recevoir de l'électricité, brancher une télévision ou charger un téléphone. Plus précisément, 2.500 résidents du village d'Awagomé seront raccordés.

C'est une initiative qui vise à fournir de l'énergie pas chère et de bonne qualité à 2 millions de foyers. Les kits se présentent sous la forme d'un panneau solaire relié à une batterie qui donne accès à une énergie renouvelable et décen-

tralisée pouvant être utilisée comme solution d'éclairage avec lampes LED et pour faire fonctionner de petits appareils électriques (poste de radio, de télévision, etc.) ou pour recharger des téléphones. Le paiement s'effectue par mobile. Sur cette période, 9000 emplois dont 5000 directs seront créés.

En effet dans le cadre de ce projet, l'Etat togolais a mis en place un réseau national d'agents de distribution de monnaie électronique pour la Poste, et créé cinq académies solaires régionales pour la formation de 2500 techniciens. Selon les informations, toute

l'opération mobilisera un investissement de plus de 68 milliards de FCFA sur 5 ans, essentiellement financé par des capitaux privés. Ce projet favorisera également la création d'emplois avec le taux d'électrification en zone rurale qui passera d'ici 5 ans de 7% à plus de 40%.

La BAD (Banque Africaine de Développement), via le Fonds des énergies durables pour l'Afrique (SEFA), a approuvé en août dernier un don de 975.000 dollars en faveur du projet 'Cizo'. Cette révolution technologique lancée par le président Faure Gnassingbé se veut un pro-

gramme d'incubation des jeunes togolais. Lors du lancement de ce projet "CIZO", le chef de l'Etat avait lui-même rappelé qu'avec cette initiative, plusieurs centres incubateurs seront ouverts aux jeunes togolais désireux d'acquiescer ou de renforcer des connaissances en installation et en maintenance d'équipements solaires.

C'est donc un canal qui vient à point nommé résorber tant soit peu le problème d'emploi auquel la jeunesse togolaise est confrontée. Au-delà d'apporter de la lumière à plus de deux millions de Togolais d'ici 5 prochaines années, les habitudes et le bien-être des citoyens seront impactés. Bien plus, ce serait une occasion d'offrir un potentiel indéniable pour améliorer l'accès de la population à l'électricité avec un système de plus en plus fiable et abordable pour les besoins des ménages.

Par ses actions concrètes sur le terrain, Faure Gnassingbé égrène son mandat social au profit des populations à la base.

Sibabi Talata

LE CHEF DE L'ÉTAT DANS LA PRÉFECTURE DE L'EST-MONO :

# Faure Gnassingbé pose la 1ère pierre pour la construction de l'Institut de formation agro-développement

Depuis plusieurs semaines, l'agenda du chef de l'Etat Faure Gnassingbé est très chargé par les lancements des projets socioéconomiques de base et les poses de première pierre pour la construction de fermes et de centres de formation au bénéfice des populations les plus déshéritées du pays. Très attaché aux réels problèmes de développement, le président de la république a sillonné certaines régions du pays où il a eu à poser des actes concrets pour baliser la voie à la relance économique et la cohésion sociale. Au nombre des actes posés par Faure Gnassingbé pour le développement du pays figurent le lancement des réseaux photovoltaïques et des adductions d'eau dans la préfecture de l'Ogou et celle de Blitta.



Dans cette vision de développement du pays, il a également procédé à la pose de la première pierre pour la construction d'une ferme agricole

moderne à Abatchang à Lama-Téssi dans la préfecture de Tchoudjo d'un coût global d'un milliard de FCFA financé conjointement par les gouver-

nements Egyptien et togolais. Un projet très alléchant avec des unités de transformation de certains produits locaux qui serait créateur d'emplois pour la jeunesse togolaise.

La semaine dernière, dans le cadre de son mandat social, le chef de l'Etat a donné le coup d'envoi effectif du projet CIZO qui procurera de l'électricité aux populations de la préfecture de l'Ogou. C'est ce que les experts ont appelé affectueusement une révolution technologique. Il est important de ne pas reléguer au dernier plan l'initiative prise par le chef de l'Etat avec l'institut Tony Blair qui se



Faure Gnassingbé au contact des populations de l'Est-Mono.

situé dans le programme de développement des localités du pays.

Dans cette même vision, le chef de l'Etat Faure Gnassingbé était, le 5 décembre dernier dans la préfecture de l'Est-Mono où il a procédé au lancement officiel par la pose de la première pierre pour la construction de l'institut de formation pour l'agro-développement.

Cet institut aura pour mission d'accompagner, à son niveau le développement du pays par la formation des ressources humaines en fonction des besoins réels identifiés. Il s'adresse bien sûr aux jeunes en leur proposant une filière de formation qualifiante et diplômante, nécessaire pour entreprendre dans ce domaine d'activités et participer à la vie

Suite à la page 7

# RENFORCEMENT DE CAPACITÉ SUR LA MISE EN ŒUVRE DU TRAFIC SUR LE COMMERCE DES ARMES : DES ACTEURS OUTILLÉS POUR RELEVER LES DÉFIS DE L'HEURE

**De nos jours, les Etats africains sont confrontés aux effets nocifs du commerce et de la circulation des armes, en particulier les armes légères et de petit calibre. Ce qui représente une menace pour la paix et la stabilité économique.**

Les Etats africains pour faire face à ce fléau qui devient de plus en plus récurrent au plan national et international, ont organisé un atelier sur le renforcement des capacités des acteurs Africains sur la mise en œuvre du traité sur le commerce des armes (TCA). Etaient présents M. Yackoley K. JOHNSON Ambassadeur, représentant permanent du Togo à Genève, le Prof Robert DUSSEY ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine, le Col Yark Daméhamé ministre de l'intérieur et de la Protection



La table d'honneur



Une vue de l'assistance

civile, M. Jean-Marie Ehouzou Ambassadeur, Représentant Permanent de l'Union Africaine à Genève et enfin M. Dumusani DLADLA, Chef du Secrétariat du TCA.

Aujourd'hui l'importance de la paix et de la sécurité qui sont des facteurs déterminants d'un développement durable n'est plus à démontrer. D'où la nécessité pour les Etats Africains de prendre leur

responsabilité pour collaborer ensemble afin de prévenir, de sécuriser et de réguler le commerce des armes. C'est dans ce sens que l'atelier de Lomé trouve son importance dans la mesure où il donnera aux Etats les moyens de pouvoir relever les défis auxquels ils font face pour traduire dans les faits les engagements auxquels ils ont souscrit.

Des engagements qui ont

été pris par le gouvernement togolais avec l'appui technique de l'UNREC pour initier cette année, un second projet intitulé " appui au marquage, à la réhabilitation de magasins et à la destruction des armes, munitions et autres matériels connexes au Togo ". Ce projet, il faut le signaler, vient une fois encore appuyer deux autres projets de marquage et de contrôle des

armes élaborés par la commission nationale de lutte contre la prolifération et le trafic illicite des armes légères et de petits calibres.

C'est ainsi que le ministre de la sécurité et de la protection civile a, au cours de la cérémonie d'ouverture salué la vision éclairée du Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, dans le maintien de la paix et de la sécurité, socles du développement socio-économique harmonieux et inclusif.

Pour ce projet qui vient à point nommé au moment où le pays fait face à des manifestations parfois violentes avec pour conséquence la destruction des unités de police et de gendarmerie, le ministre a sollicité l'appui du Secrétariat du TCA et des autres partenaires dans la mobilisation de ressources pour la mise en œuvre de ce projet dont les résultats permettront au pays de faire un saut quantitatif et qualitatif dans la maîtrise et le contrôle des armes à feu qui sont en circulation sur le territoire nationale.

Le Prof Robert Dussey qui a présidé cette cérémonie, a profité de cette circonstance pour inviter tout un chacun à mieux saisir l'opportunité pour mener une réflexion plus large et de haut niveau sur les impacts du TCA sur la paix, la sécurité et le développement durable.

Selon lui, le développement en Afrique présuppose les biens publics africains que sont la paix et la stabilité.

KADI

Elom

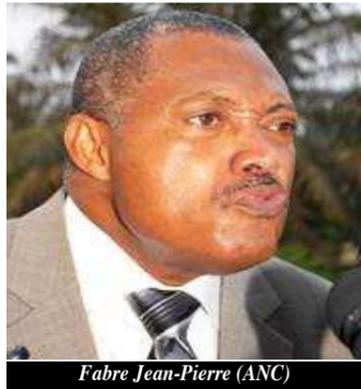
## POUR UNE SORTIE DE CRISE AU TOGO : Le Dialogue est incontournable

Suite de la page 3

tombés des nues, de constater qu'en dépit de la volonté de tous d'aller discuter, les mouvements sur fond de provocation persistent pas les rues de Lomé et dans certaines villes de l'intérieur. A-t-on besoin d'accompagner la tenue d'un dialogue par la pression de rue ? Les marches de rues ne peuvent-elles pas porter un coup dur au bon déroulement des discussions ? Si l'opposition a déjà manifesté sa volonté de discuter pour une solution idoine, il serait sage de mettre un frein aux manifestations politiques sur fond de provocation et de propos discourtois. C'est toujours la même rengaine réclamée par l'opposition : retour à la constitution de 1992.

Cependant, à partir du moment où l'on associe cela au départ de Faure Gnassingbé, il va sans dire que l'opposition n'a vraiment pas l'intention de dialoguer. Faure Gnassingbé demeure le chef de l'Etat jusqu'en 2020. Mais si le camp d'en face veut discuter et réclame de surcroît son départ, tout porte à croire à cette allure que l'opposition fait semblant d'accepter le dialogue.

Dans cette cacophonie de



Fabre Jean-Pierre (ANC)



Brigitte Adjamagbo-Johnson (CDPA)



Paul Dodzi Apévon (FDR)

mauvais goût, il y a lieu de faire remarquer que, l'opposition ne fait pas une bonne lecture de la situation sociopolitique actuelle au Togo. Faure Gnassingbé a déjà tendu la main, il faut la saisir. Rester dans l'escarcelle de discussions avec la pression de rue n'augure pas des lendemains meilleurs pour notre pays qui a tant besoin de paix pour le décollage de son économie. L'inconstance de discours de certains leaders à l'instar de Jean-Pierre Fabre qui menace de ne plus aller discuter prouve à suffisance que l'opposition a l'intention de mettre le pays dans une mauvaise posture.

A un moment de l'histoire d'une nation, il faut savoir faire amende honorable en mettant de côté des calculs politiques pour avancer. Le

Togo a besoin de progresser et non basculer dans l'abîme à cause de ceux qui animent la vie politique. Le départ immédiat de Faure Gnassingbé réclamé à cor et à cris par l'opposition qui pourtant se dit prêt à dialoguer donne des sueurs froides aux bonnes consciences.

Si ce départ fait partie des préalables de la coalition avant toute discussion, il faut l'avouer que le dialogue tant voulu porte déjà en lui les germes de son fiasco. On ne chasse pas un président de la république dont le mandat est en cours par cette alchimie. La méthode la plus usitée et la plus démocratique connue de tous demeure les urnes, l'élection au cours de laquelle le peuple souverain se prononce.

Tout compte fait l'opposition par ses manies est en

passé de saboter le dialogue proposé par le gouvernement, les chefs d'Etat de la sous-région et la communauté internationale.

Il serait plus judicieux de mettre de l'eau dans son vin pour aller discuter en tout état de cause pour sortir le pays dans ce véritable merdier qui risquerait de porter un coup dur à l'économie nationale.

Au demeurant, le dialogue est incontournable et tous les protagonistes ont bonne conscience que la rue ne fera pas plier le pouvoir.

**Pour vos annonces et publicités, contactez le 92 70 73 36**

## TROISIÈME ÉDITION DE LA FÊTE TRADITIONNELLE SIKARING DANS LA PRÉFECTURE DE LA BINAH : Les natifs du milieu ont célébré dans la paix, la tolérance et le vivre-ensemble

Chaque année, fils et filles de la préfecture de la Binah se retrouvent pour la fête traditionnelle Sinkaring. Cette année, l'évènement qui est à sa troisième édition est placé sous le thème " Art griotique, patrimoine de cohésion et de développement ". Organisée par l'association " Aide au développement du monde rural " cette troisième édition a été ouverte par le ministre chargé de la culture, Guy Madjé LORENZO.



L'assistance



Le public

Une vingtaine de griots venus d'horizons divers étaient également de la partie pour donner plus d'éclat à l'évènement. A travers une compétition, ces griots ont chacun dans sa chanson invité les natifs du milieu à cultiver l'esprit de la cohésion, de la paix, de la tolérance et du vivre ensemble. En ses moments où le pays est traversé par une crise, ils ont aussi interpellé tout un chacun sur les notions du civisme, du respect des biens publics et surtout de la non violence etc. car la violence pour eux, n'est pas la meilleure solution pour un

règlement de crise mais plutôt c'est de faire profile bas et tendre la main pour s'asseoir autour d'une table et dialoguer. A l'issue de cette compétition, des prix ont été décrochés par les meilleures qui ont su respecter les critères dudit concours. Le jury qui est présidé par Adri Dibaba Gnassengbé, est arrivé à départager 18 concurrents autour de six critères à savoir : le message véhiculé, la diction, l'esthétique d'ensemble, l'accoutrement, l'entrée et la sortie sur scène et le respect du temps imparti.

A l'issue de la première phase, 8 candidats ont été rete-

nus pour le bouquet final.

A la fin du 2e tour donc, c'est M. MALAMA Manzama Ezzo de Pagouda qui a remporté le premier prix, composé d'un trophée, d'un T-shirt et d'une enveloppe de 50 000 F CFA.

Le 2e prix est revenu à M. AWESSO Patchabèzezi qui, en plus du trophée et d'un T-shirt empoche une enveloppe de 40 000 F CFA.

M. KANAN Mbanana empoche de son côté un trophée, un T-shirt et 30 000 F CFA pour sa troisième place.

Au pied du podium c'est-à-dire à la 4ème place M. FAWIYE Ezzoimna empoche

une enveloppe de 20 000 F CFA, en plus d'un T-shirt et un trophée Prix YASSI. Pour les autres candidats, ils sont aussi repartis avec une enveloppe allant de 10 à 15 000 F CFA plus un T-shirt.

Il faut préciser que 2 prix spéciaux ont été attribués l'un au ministre en charge de la culture pour ses efforts en faveur de la promotion des valeurs culturelles et l'autre au président de l'association " Aide au développement du monde rural " en signe d'encouragement. Il s'agit de M. OULEGOH Kéyéwa .

Au nom du président de la république, le ministre en

charge de la culture Guy Madjé Lorenzo a reconnu l'importance des griots pour leur capacité de dénoncer et de sensibiliser la population à travers leur texte. Il a émis le vœu que l'initiative s'étende dans la sous-région ouest-africaine voire dans tout le continent africain à l'instar des grands rendez-vous comme le FESPACO de Ouagadougou etc. Pour leur futur projet culturel, le ministre a manifesté son engagement à œuvrer à leurs côtés pour le développement de la culture dans leur localité.

Elom

## LE CHEF DE L'ÉTAT DANS LA PRÉFECTURE DE L'EST-MONO :

# Faure Gnassingbé pose la 1ère pierre pour la construction de l'Institut de formation agro-développement

Suite de la page 5

de la nation.

Cette formation aquacole concerne aussi les adultes et les professionnels impliqués dans cette filière. Une formation continue et adaptée leur sera dispensée à travers des stages de perfectionnement. La finalité est de participer au développement de l'aquaculture et la possibilité donnée à ceux qui le souhaitent de créer leur propre entreprise. S'appuyant sur un environnement numérique de travail (ENT) intégré dans toutes ses activités, l'IFAD comprend : un bloc administratif et pédagogique, une écloserie, une unité de production d'aliments pour poissons et des ateliers de transformation, des bassins piscicoles et un barrage de 2ha, un internat, un restaurant et des aires de sport.

L'IFAD sera construit sur

un site d'une superficie de 67 ha et participera activement à la vie de la région. Cet institut vient à coup sûr contribuer au développement dans le domaine agricole et social. C'est une volonté manifeste du chef de l'Etat de voir les agents de ce domaine qui contribue à l'économie nationale être à même de contribuer au développement du pays.

Il s'agit pour cet institut dont la première pierre a été posée par Faure Gnassingbé, de former des ressources humaines pour accompagner la nouvelle politique agricole du gouvernement togolais.

A son arrivée sur le site du lancement, le chef de l'Etat a été accueilli par une foule en liesse venue lui témoigner son soutien à sa politique d'ouverture, de développement et de cohésion sociale. Avec ses

actions sur le terrain qui ne sont plus à démontrer, Faure Gnassingbé a pris une longueur d'avance sur ses détracteurs.

Au demeurant, le mandat social du président de la république est en marche et ceci au

bénéfice des populations les plus déshéritées.

Le Dialogue

**24 Nov. - 11 Déc. 2017**  
**14<sup>ème</sup> Foires Internationales de LOME**  
Foires de toutes les opportunités

**CETEF - LOME**  
BP. 10056 LOME - TOGO  
TÉL: (00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37  
site web: www.cetef.tg / e-mail: cetef@cefet.tg

**Thème : Le numérique au service des affaires**

# jeuKDO TMONEY

**Utilisez TMoney  
et Gagnez**  
CHAQUE SEMAINE DE  
SUPER CADEAUX

COMPOSEZ  
**\*145#**  
ET FAITES VOS  
TRANSACTIONS



**PLUS DE 830 LOTS À GAGNER...**



LE LEADER

service client : 888

[www.facebook.com/Togocel](http://www.facebook.com/Togocel)

[www.twitter.com/togocel](http://www.twitter.com/togocel)

[www.togocel.tg](http://www.togocel.tg)

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015

